

Forum France Travail/Armée de terre : non, les précaires ne sont pas de la chair à canon !

Pousser les précaires à accepter n'importe quel emploi et les obliger à postuler à des postes qui n'attirent personne est un des principaux objectifs des politiques dites « de l'emploi » mises en place par les pouvoirs publics. Il en va ainsi de la loi plein emploi qui au travers de l'obligation d'une activité de 15h hebdomadaires minimum pour conserver son allocation, RSA ou chômage, ou des dispositifs inquisiteurs voire incohérents déployés par France Travail alors que la moitié ou presque des annonces d'emploi sont bidonnées ou totalement inadaptées : tout cela participe à priver les demandeur-euses d'emplois et autres allocataires sociaux de leurs maigres filets de sécurité... Sanction ayant officiellement une vertu « remobilisatrice » : lire occuper n'importe quel poste peu importe les conditions de travail et salariales.

Or Macron a besoin d'effectifs pour ses armées pour répondre aux crises internationales et/ou préparer la nation à la guerre. Et quoi de mieux qu'utiliser à cette fin toute une population qui pour survivre est prête à tous les sacrifices. La « re-mobilisation » prend donc tout son sens : après tout, d'autres dirigeants sur la planète comme en Russie n'ont guère procédé autrement.

Malgré une publicité tapageuse, l'Armée de Terre peine visiblement à recruter. D'où l'idée de France Travail d'organiser des forums conjointement avec elle comme ce 23 octobre à la mairie du 15ème arrondissement de Paris. Pour lui permettre de recruter celles et ceux qui, acculé-es par leur précarité matérielle, n'ont plus d'autre choix (mais peut-on parler de choix ?) que d'offrir leur existence déjà précaire et leur avenir pour espérer survivre. Mais la guerre n'est jamais une solution, elle est toujours un fléau dont les premières victimes sont justement les plus précaires ! La militarisation de la société ne saurait être une réponse acceptable aux besoins sociaux provoqués par les inégalités sociales abyssales créés par le système capitaliste. Elle n'est que le dernier moyen de discipliner la société et tenter de faire taire la contestation sociale.

Non, l'Armée ne saurait être un chemin de sortie de la précarité et de l'insertion professionnelle !

Non à l'exploitation de la misère pour militariser toujours plus la société et que les plus fragiles servent de chair à canon pour des guerres dont ils et elles ont tout à perdre !

Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut pour toutes et tous un véritable emploi fondé sur un plus juste partage des richesses et du temps de travail ! Nous exigeons des services publics et notamment un service public de l'emploi doté des personnels suffisants et bien formés et qui réponde réellement aux besoins sociaux !

Non à la guerre, vive la justice sociale !

Paris, le 23 octobre 2025